

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1924

THÈSE

N° 209

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

André BAPTESTE

Interne de l'Hôpital de Saint-Denis

Né le 3 septembre 1893, à Recey-sur-Ource (Côte-d'Or)

LES

CERTIFICATS MÉDICAUX
EXEMPTS DE TIMBRE

Président : M. BALTHAZARD, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

100

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1924

THÈSE

N° 209

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

André BAPTESTE

Interne de l'Hôpital de Saint-Denis
Né le 3 septembre 1893, à Recey-sur-Ource (Côte-d'Or)

LES

CERTIFICATS MÉDICAUX
EXEMPTS DE TIMBRE

Président : M. BALTHAZARD, professeur.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1924

LE DOYEN... M. ROGER.

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie.....	NICOLAS.
Anatomie médico-chirurgicale.....	CUNEO.
Physiologie.....	Ch. RICHET.
Physique médicale.....	André BROCA.
Chimie organique et chimie générale.....	DESGREZ.
Bactériologie.....	BEZANÇON.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales.....	Marcel LABBÉ.
Pathologie médicale.....	SICARD.
Pathologie chirurgicale.....	LECÈNE.
Anatomie pathologique.....	LETULLE.
Histologie.....	PRENANT.
Pharmacologie et matière médicale.....	RICHAUD.
Thérapeutique.....	CARNOT.
Hygiène.....	Léon BERNARD.
Médecine légale.....	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	MÉNÉTRIER.
Pathologie expérimentale et comparée.....	ROGER.
Clinique médicale.....	GILBERT.
	CHAUFFARD.
	ACHARD.
	WIDAL.
	MARFAN.
Hygiène et clinique de la première enfance.....	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies des enfants.....	H. CLAUDE.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale.....	JEANSELME.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....	GUILLAIN.
Clinique des maladies du système nerveux.....	TEISSIER.
Clinique des maladies infectieuses.....	DELBET.
Clinique chirurgicale.....	HARTMANN.
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique.....	De LAPERSONNE.
Clinique urologique.....	LEGUEU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements.....	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique.....	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie.....	BROCA Auguste
Clinique thérapeutique médicale.....	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique.....	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale.....	DUVAL.
Clinique propédeutique.....	SERGEANT.

II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI.....	Pathologie médicale
ALGLAVE.....	Pathologie chirurgicale.
AUBERTIN.....	Pathologie médicale.
BASSET.....	Pathologie chirurgicale.
BAUDOUIN.....	Pathologie médicale.
BINET.....	Physiologie.
BLANCHETIÈRE	Chimie biologique.
BRANCA.....	Histologie.
BRULÉ.....	Pathologie médicale.
BUSQUET.....	Pharmacologie et ma- tière médicale.
CADENAT.....	Pathologie chirurgicale.
CHAMPY.....	Histologie.
CHIRAY.....	Pathologie médicale.
CLERC.....	Pathologie médicale.
DEBRÉ.....	Hygiène.
I. de JONG.....	Anatomie pathologique.
DUVOIR.....	Médecine légale.
ÉCALLE.....	Obstétrique.
FIESSINGER...	Pathologie médicale.
FOIX.....	Pathologie médicale.
GARNIER.....	Pathologie expériment ^{le} .
HARVIER.....	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER..	Urologie.
HOVELACQUE..	Anatomie.
JOYEUX.....	Parasitologie.

MM.

LABBÉ (Henri).	Chimie biologique.
LARDENNOIS..	Pathologie chirurgicale.
LE LORIER....	Obstétrique.
LEMAITRE.....	Oto-rhino-laryngologie.
LEMIERRE.....	Pathologie médicale.
LÉVY-SOLAL...	Obstétrique.
LHERMITTE..	Pathologie mentale.
LIAN.....	Pathologie médicale.
MATHIEU.....	Pathologie chirurgicale.
METZGER.....	Obstétrique.
MOCQUOT.....	Pathologie chirurgicale.
MONDOR.....	Pathologie chirurgicale.
MOURE.....	Pathologie chirurgicale.
MULON.....	Histologie.
PHILIBERT....	Bactériologie.
RIBIERRE.....	Pathologie médicale.
RICHET Fils...	Physiologie.
ROUVIÈRE....	Anatomie.
STROHL.....	Physique médicale.
TANON.....	Pathologie médicale.
TIFFENEAU...	Pharmacologie et ma- tière médicale.
VAUDESCAL...	Obstétrique.
VERNE.....	Histologie.
VILLARET....	Pathologie médicale.
WELTER.....	Ophthalmologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

CAMUS.....	Physiologie.
GOUGEROT.....	Pathologie médicale.
GUÉNIOT.....	Obstétrique.

MM.

RETTERER.....	Histologie.
ROUSSY.....	Anatomie pathologique.

IV — AGREGÉS CHARGES DE COURS DE CLINIQUE

à titre permanent

MM.
AUVRAY..... Clinique chirurgicale.
CHEVASSU Clinique chirurgicale.
LAIGNEL-LAVASTINE Clinique médicale.
LEREBoullet. Clinique médicale infan-
tile.
LÉRI Clinique médicale.
LÉPER Clinique médicale.

MM.
OMBREDANNE. Clinique chirurgicale in-
fantile.
PROUST Clinique chirurgicale.
RATHERY..... Clinique médicale.
SCHWARTZ ... Clinique chirurgicale.
TERRIEN..... Cliniq. ophtalmologique.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM MAUCLAIRE, agrégé.....	{ Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidentés du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY.....	
N.	
LEDOUX-LEBARD.....	
	Stomatologie.
	Éducation physique.
	Radiologie clinique.

*Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni im-
probation.*

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

*En modeste témoignage de ma
grande affection et de ma pro-
fonde reconnaissance.*

A MA FIANCÉE

A MA SŒUR, A MON BEAU-FRÈRE

A MA NIÈCE

A MA FAMILLE

A MES AMIS

A MONSIEUR LE PROFESSEUR BALTHAZARD

Membre de l'Académie de Médecine
Professeur de Médecine légale à la Faculté de Médecine
de Paris
Officier de la Légion d'honneur

*Qui nous a fait le grand hon-
neur d'accepter la présidence de
cette thèse, nous adressons l'ex-
pression de notre respectueuse
gratitude.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR AGRÉGÉ DUVOIR

Médecin des Hôpitaux
Chevalier de la Légion d'honneur

*Qui nous a donné l'idée pre-
mière de cette thèse et nous a
guidé dans son exécution, nous
exprimons notre profonde recon-
naissance pour la bienveillance
qu'il nous a témoignée et l'intérêt
qu'il a pris à notre travail.*

A MONSIEUR M. DELIGNE

Conseiller d'Etat

Directeur général de l'Enregistrement des Domaines
et du Timbre

Commandeur de la Légion d'honneur

*Nos sincères remerciements
pour les facilités qu'il nous a
données pour la rédaction de ce
travail.*

A MONSIEUR LE DOCTEUR PHILIPPE

Préparateur de Médecine légale de la Faculté de Médecine
de Paris

*Dont les conseils et l'accueil
sympathique nous furent pré-
cieux nous exprimons notre vive
reconnaissance.*

A MES MAITRES DE L'ÉCOLE DE MÉDECINE
ET DE L'HOPITAL DE DIJON

A MES MAITRES DE LA FACULTÉ
ET DES HOPITAUX DE PARIS

A MESSIEURS LES DOCTEURS

ARCHAMBAUD, BERCOVICI, DERMER, PERRIN

Médecins et chirurgiens de l'Hôpital de Saint-Denis

Internat 1922-1924

LES
CERTIFICATS MÉDICAUX
EXEMPTS DE TIMBRE

CHAPITRE PREMIER

INTRODUCTION

Les certificats médicaux sont des actes rédigés sans prestation de serment et destinés à constater ou à interpréter des faits d'ordre médical.

Engageant la responsabilité du médecin qui les délivre, ils constituent un acte de pratique médicale courante toujours sérieux. Aussi bien ne saurait-on s'entourer pour leur rédaction de trop de garanties.

Il convient, avant tout, d'être prudent et de ne jamais certifier que ce que l'on croit en conscience être la vérité :

1° Le certificat commencera par indiquer le nom, le domicile, les qualités du médecin ;

2° On indiquera le nom, l'âge, le domicile de l'intéressé (en précisant que ces déclarations émanent de lui) ;

3° On rapportera, en les lui attribuant, les dires du demandeur ou de l'entourage ;

4° On décrira les symptômes, les lésions que l'on a personnellement observés.

5° S'il y a lieu (mais non toujours) on concluera et dans ce cas, on le fera avec netteté ;

6° On datera et on signera ;

7° On fera légaliser la signature dans le cas où le certificat est rédigé sur papier timbré, destiné à être produit en justice et d'une façon générale à faire titre ou être produit pour demande ou justification.

En matière civile, la légalisation sera faite par le maire et le président du tribunal. Pour les certificats produits au delà du ressort en matière administrative, il faut faire légaliser par le préfet ou le sous-préfet. La signature des médecins militaires est légalisée par le Sous-Intendant ;

8° On indiquera la destination de tout certificat sur papier non timbré (afin de dégager sa responsabilité, au cas où un certificat, délivré pour un usage pour lequel le timbre n'est pas imposé, servirait à un autre usage où il le devient) ;

9° (Sauf pour les cas d'aliénation mentale) le certificat ne sera remis, en principe, qu'à l'intéressé lui-même ;

10° Il sera prudent de conserver la copie de tous les certificats que l'on délivrera, car, ultérieurement, on pourrait être appelé à en établir de nouveaux en justice, devant faire mention des certificats précédents ou à discuter à leur sujet en justice.

11° Si le certificat est de ceux qui doivent être

établis sur papier timbré, il devra, en outre, remplir obligatoirement les conditions suivantes :

Pour un droit de timbre de 2 fr. 40 (anciennement 2 fr) qui correspond aux feuilles timbrées généralement utilisées par les médecins, il ne devra pas excéder les dimensions suivantes : 25 centimètres de hauteur, 17 centimètres de largeur et 0 m² 0442 de superficie (détail utile à connaître au cas où le médecin serait contraint d'utiliser pour établir son certificat, une feuille de papier libre destinée à être timbrée ultérieurement). En outre, la feuille utilisée ne devra pas être déchirée, grattée, raturée ou surchargée (sauf approbations en marge) ni avoir subi un commencement d'utilisation différente du présent certificat).

La valeur légale d'un certificat qui ne satisferait pas aux conditions ci dessus énoncées deviendrait contestable.

12° Enfin le certificat ne devra être fait sur papier libre, que dans les cas, seuls, où la loi l'y autorise. En manquant à cette obligation, le médecin s'exposerait à des poursuites susceptibles d'entraîner une amende de 50 francs en principal, et, avec les décimes additionnels, de 85 francs actuellement (Cette amende pourrait être d'ailleurs susceptible de remise, sur demande, adressée sur papier timbré, au directeur dans le département duquel la contravention serait relevée).

Les indications précédentes qui concernent la rédaction de tous les certificats, en général, étant

bien établies, il reste un point important et souvent délicat à résoudre: le certificat peut-il être rédigé sur papier libre ou doit-il être rédigé sur papier timbré?

Si nous consultons les traités classiques de médecine légale, nous les trouvons fort brefs sur ce sujet et le praticien soucieux de rester dans la légalité n'est pas toujours suffisamment éclairé.

Si, par exemple, nous comparons entre elles les différentes listes d'exemption du droit de timbre des traités ou précis de médecine légale usuels, nous constatons que:

1° Le nombre des cas d'exemption varie suivant les auteurs.

La liste du précis de Vibert comprend 17 exemptions; celle du précis de Thoinot en comprend 15. La liste de Brouardel, citée par M. le professeur Balthazard en comprend 15; celle du précis du professeur Lacassagne, qui était de 10 dans l'édition de 1906, est supprimée dans la dernière édition (de 1921) qui mentionne seulement, à titre d'exemple, un très petit nombre de certificats exemptés du timbre (ce qui souligne encore la difficulté actuelle d'avoir une liste complète et sûre).

2° Chacune de ces listes contient des cas d'exemption que l'on ne retrouve pas dans les autres.

Nous n'avons retrouvé en effet, de façon constante dans ces différentes listes, que 8 cas d'exemption.

3° Ces listes ne sont pas exemptes d'inexactitudes.

Ainsi, dans le précis de Thoinot, on trouve clas-

sés dans la liste des certificats soumis au timbre ceux « délivrés à un militaire par un médecin civil, pour obtenir une prolongation de congé ou une saison aux eaux thermales ».

Or, en vertu de l'article 16 de la loi du 13 brumaire an VII, loi des plus anciennes pourtant et non rapportée actuellement, ces certificats sont exonérés de ce droit.

4° Ces listes ont besoin d'être rajeunies et complétées.

En effet l'exemple précédemment cité vise les certificats destinés « à un militaire ou à un ecclésiastique ». Or, depuis la séparation de l'Eglise et de l'Etat, ces derniers tombent sous le régime commun.

Au reste l'évolution constante de la vie sociale, les besoins nouveaux, de pressantes nécessités appellent la création de lois, de décrets, de règlements nouveaux et, partant, de certificats nouveaux, qui compliquent encore, chaque jour, davantage le problème. C'est ainsi que la guerre récente a donné naissance, pour les mutilés, les pupilles de la nation, les consommateurs privilégiés, à de nouveaux certificats exemptés du droit de timbre.

Les éditions les plus récentes des traités ou précis de médecine légale sont muettes à ce sujet. Les quelques monographies ou articles épars qui ont paru sur ces questions sont difficiles à consulter ou à se procurer. Aussi le médecin praticien, dans la plupart des cas douteux, préfère-t-il souvent, par prudence, rédiger ses certificats sur papier timbré, évitant ainsi de longues et fastidieuses recherches,

vouées peut-être par surcroît à la stérilité, ou bien, ce qui est plus grave, il préfère s'abstenir de rédiger un certificat, utile cependant, plutôt que de s'exposer à des poursuites et des sanctions préjudiciables à tous égards.

C'est pourquoi, guidé par M. le professeur agrégé Duvoir, qui nous a inspiré le sujet de cette thèse nous avons cherché à réunir, d'après les documents les plus récents, le plus grand nombre de cas d'exemption afin d'en essayer une classification utile au médecin légiste et au praticien.

Nous avons déterminé 37 *cas d'exemption* pour lesquelles nous proposons deux classifications qui nous paraissent également utiles :

a) La première, basée sur l'*origine* de ces exemptions (dont l'utilité nous semble résider dans l'établissement de leur légalité).

b) La deuxième, basée sur la *destination* des certificats, qui, accompagnée de commentaires lorsqu'il y a lieu, nous paraît propre à guider rapidement le praticien dans les cas douteux.

Dans la première classification nous établirons, en respectant l'ordre chronologique, une liste de lois, décrets ou règlements avec les exemptions qui leur correspondent. Ceci fera l'objet de notre chapitre III, qui comprendra, en outre, l'énoncé des articles motivant l'exemption de droits.

Dans la deuxième classification nous grouperons les certificats par catégories, en commentant les

exemptions s'il y a lieu. Ceci fera l'objet de notre chapitre IV.

Toutefois, avant d'établir ces classifications, il nous paraît utile, dans un chapitre préalable, d'indiquer l'origine du droit de timbre, d'énumérer les différentes modalités de ce droit et de définir la formalité de l'enregistrement.

CHAPITRE II

A. — ORIGINE DES DROITS DE TIMBRE

Cette origine remonte à la loi du 13 brumaire an VII qui, après avoir procédé dans ses articles 1 à 11 à l'établissement et à la fixation des droits et déterminé dans ses articles 12 à 15 « les actes civils et judiciaires et les écritures qui doivent être assujettis au droit de timbre », prévoit dans son article 16, les cas d'exemption, et parmi ceux-ci, un certain nombre de certificats susceptibles d'être délivrés par des médecins.

Nous relevons dans le texte même de cette loi, les lignes suivantes, qui expriment clairement la volonté du législateur :

« Sont assujettis au droit de timbre établi en raison de la dimension, tous les papiers à employer pour les actes et écritures, soit publics soit privés..... et généralement tous actes et écritures, extraits, copies et expéditions, soit publics, soit privés, devant ou pouvant faire titre, ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense ».

Sont donc soumis aux droits les actes et écritures en général — et, en ce qui nous intéresse ici, les certificats médicaux — établis en vue d'un intérêt

particulier et, plus spécialement, ceux destinés à servir les intérêts d'un individu désireux de se soustraire à une loi ou à une obligation commune.

Comme corollaire de cette décision, la loi énumère un certain nombre d'actes et d'écritures exemptés de droits, parmi lesquels, généralement, les certificats imposés par l'Etat ou établis dans l'intérêt de la collectivité.

Il nous a paru utile de souligner ici la volonté du législateur, car les lois complémentaires, promulguées ultérieurement, participeront du même esprit.

Au reste, le principe qui guide habituellement les agents du fisc, dans les cas douteux, est le suivant :

Le certificat est-il prescrit par une loi, un règlement ou même un simple usage, dans un intérêt administratif ?

Dans le cas de l'affirmation, le papier libre suffit ; dans le cas contraire le timbre s'impose.

Ceci a un intérêt pratique, car il serait téméraire de prétendre prévoir tous les cas d'exemption.

B. -- LES DIFFÉRENTES MODALITES DU DROIT DE TIMBRE

On distingue trois catégories parmi les actes soumis au timbre :

- a) Les actes soumis aux droits ;
- b) Les actes soumis au visa pour timbre ;
- c) Les actes soumis au timbre en débet.

Un acte ou écrit est soumis aux droits, lorsque

l'emploi du papier timbré est nécessaire pour sa rédaction.

Par visa pour timbre on désigne la perception du droit de timbre, au moyen d'une mention inscrite par un fonctionnaire de l'enregistrement (qui supplée à l'emploi du papier timbré).

Par acte soumis au timbre en débet, on désigne celui pour lequel la formalité est donnée en laissant les droits en suspens (par ex. : lorsque la perception des droits est subordonnée à un jugement).

C. — DE L'ENREGISTREMENT

Par enregistrement, on désigne une formalité légale, qui se fait pour les actes, en inscrivant sur un registre par extrait et dans un seul et même contexte, toutes leurs dispositions. C'est, autrement dit, la présentation obligatoire d'actes, à un fonctionnaire chargé d'en tenir note et de percevoir un impôt sur eux.

Parmi les articles de la loi du 22 frimaire an VII, qui réglemente cette formalité, nous extrayons les articles 42 et 47 qui désignent des cas, où il y a lieu de procéder à la formalité de l'enregistrement. (Ce sont les intéressés qui doivent faire eux-mêmes enregistrer leurs certificats).

Art. 42. — Aucun notaire, huissier, greffier, secrétaire ou autre officier public ne pourra faire ou rédiger un acte en vertu d'un acte sous signature privée, ou passé en pays étranger, l'annexer à ses minutes, ni le recevoir en dépôt,

ni en délivrer l'extrait, copie ou expédition, s'il n'a été préalablement enregistré à peine de 50 francs d'amende et de répondre personnellement du droit.

Art. 47. — Il est défendu aux juges et arbitres de rendre aucun jugement, et aux administrations centrales et municipales de prendre aucun arrêté en faveur de particuliers sur des actes non enregistrés, à peine d'être personnellement responsables des droits.

CHAPITRE III

CLASSIFICATION BASÉE SUR L'ORIGINE DE L'EXONÉRATION DES DROITS

Parmi les certificats exonérés des droits de timbre, nous distinguons deux catégories :

1° Ceux dont l'exonération est déterminée par une loi, un décret ou un règlement unique. Nous en avons réuni 33 cas.

2° Ceux dont l'exonération est déterminée par plusieurs lois, décrets ou règlements. Nous en avons réuni 4 cas.

Notre liste comprend donc au total 37 cas d'exemption.

Nous avons énuméré les lois, décrets ou règlements dans l'ordre chronologique, en citant les exemptions correspondantes. Dans le cas où une exemption est déterminée par plusieurs lois, c'est sur la première de ces lois que nous nous sommes basé pour la classer.

LOIS PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

CERTIFICATS EXEMPTÉS DU DROIT DE TIMBRE

1° Par une seule loi

Loi du 13 brumaire an VII (art. 16).

1. Certificats délivrés par des médecins sur la réquisition des agents de l'autorité administrative ou judiciaire, ou de la force armée.

2. Certificats délivrés sur la demande de particuliers, lorsque ces particuliers se munissent au préalable d'une réquisition de l'une des autorités chargées de concourir à la répression des crimes et délits.

3. Certificats délivrés aux témoins cités dans une instance criminelle.

4. Certificats délivrés à un militaire par un médecin civil, pour obtenir une prolongation de congé ou une saison aux eaux thermales.

5. Certificats pour constater la maladie de réservistes appelés pour une période d'instruction.

6. Certificats pour justifier l'absence des enfants de l'école primaire ou pour obtenir leur réintégration (décision du 23 janvier 1883).

7. Certificats délivrés conformément à la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge ; certificats d'aptitude des nourrices.

8. Certificats de vaccination et revaccination prescrits par la loi du 15 février 1902.

9. Certificats de revaccination prescrits par le ministre de l'Instruction publique (décision du 23 avril 1889).

10. Certificats de vaccination pour les enfants mineurs de parents indigents, admis dans les ateliers ou fabriques (décision du 31 janvier 1877).

11. Certificats de vaccination établis pour être joints au dossier des candidats ou postulants aux concours ou emplois officiels.

12. Certificats rédigés en exécution de la loi du 12 juin 1893 sur la sécurité des travailleurs.

13. Certificats délivrés aux consommateurs privilégiés.

14. Certificats de naissance destinés à l'officier d'état civil.

Art. 77 du Code civil

15. Certificats de décès pour l'établissement des permis d'inhumer prescrits par l'article 77 du Code civil.

Décision de l'enregistrement du 17 novembre 1864

16. Certificats sur l'état d'un aliéné, à condition que les certificats aient un caractère purement administratif et ne doivent servir que dans l'intérieur d'un asile.

Loi du 11 juillet 1868 (art. 19)

17. Certificats relatifs à la loi du 11 juillet 1868 portant création de deux caisses d'assurances, l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accident résultant des travaux agricoles et industriels.

■

Loi du 2 novembre 1892 (art. 2)

18. Certificats d'aptitude physique pour le travail des enfants dans les établissements industriels.

Loi du 15 juillet 1893 (art. 32)

19. Certificats relatifs au service d'assistance médicale gratuite.

Décision de l'enregistrement du 28 mars 1894

20. Certificats ou attestations fournies aux compagnies d'assurances par leurs médecins spéciaux (sauf si d'après la police, ces certificats constituent un titre opposable à l'assuré).

Loi du 29 juin 1894 (art. 13, 14, 26 et 27)

21. Certificats relatifs aux procédures visées par les articles 13, 14, 26 et 27 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraite des ouvriers mineurs.

Décision du ministre des Finances du 27 octobre 1896

22. Certificats délivrés par les médecins des hôpitaux aux malades qu'ils ont soignés.

Loi du 29 mars 1897 (art. 4)

23. Certificats délivrés aux fonctionnaires par un médecin assermenté.

24. Certificats délivrés par les médecins assermentés ou non, quand ces documents concernent des agents accomplissant un service actif de l'Etat.

Loi du 1^{er} avril 1898 (art. 19)

25. Certificats délivrés aux membres participants des sociétés de secours mutuels régulièrement approuvées.

Loi du 9 avril 1898 (art. 29).

26. Certificats de maladie, de guérison ou d'infirmité et tous certificats faits en vertu et pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail.

Loi du 10 juillet 1901 (art. 14)

27. Certificats délivrés pour la marche de la procédure dans les affaires d'assistance judiciaire.

Loi du 14 juillet 1905 (art. 36 et 38)

28. Certificats ayant exclusivement pour objet le service de l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.

Loi du 5 avril 1910 (art. 22).

29. Certificats relatifs à l'exécution de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes.

Loi du 14 juillet 1913 (art. 6 et 10).

30. Certificats ayant pour objet le service de l'assistance aux familles nombreuses.

Loi du 7 août 1913 (art. 48).

31. Certificats faits pour l'exécution de l'article 22 de la loi du 21 mars 1905 sur le recrutement de l'armée.

Loi du 27 juillet 1917 (art. 31).

32. Certificats ayant exclusivement pour objet la protection des pupilles de la nation.

Loi du 31 mars 1919 (art. 64).

33. Certificats délivrés aux mutilés.

2° Par plusieurs lois

Lois des 13 brumaire an VII (art. 16) et **22 frimaire an VII** (art. 13)

34. Certificats pour les engagements volontaires.

Lois des 18 juin 1850 (art. 11) et **20 juillet 1886** (art. 24)

35. Certificats relatifs à l'exécution des lois du 18 juin 1850 et 20 juillet 1886 sur la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Lois des 24 juillet 1889 (art. 17, 21 et 23) **27 juin 1904**
(art. 54) **28 juin 1904** (art. 2)

36. Certificats relatifs au service des enfants assistés, des enfants maltraités ou moralement abandonnés.

Lois des 21 avril 1898 (art. 27) et **29 décembre 1905**
(art. 26)

37. Certificats relatifs à l'exécution des lois du 21 avril 1898 et du 29 décembre 1905, ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance, entre les marins français, contre les risques et accidents de leur profession.

ÉNONCÉ DES LOIS

Loi du 13 brumaire an VII (art. 16)

Sont exceptés du droit et de la formalité du timbre . . .
. les
extraits, copies et expéditions qui s'expédient ou se délivrent
par une administration ou un fonctionnaire public à une
autre administration publique, ou à un fonctionnaire public,
lorsqu'il y est fait mention de cette destination
. . . les certificats et autres pièces ou écritures concer-
nant les gens de guerre, tant pour le service de terre que
pour le service de mer.
les actes de police générale et de vindicte publique. . . et
les copies des pièces de procédure criminelle qui doivent
être délivrées sans frais.

Article 77 du Code civil

Aucune inhumation ne sera faite sans une autorisation, sur papier libre et sans frais, de l'officier de l'état civil, qui ne pourra la délivrer qu'après s'être transporté auprès de la personne décédée, pour s'assurer du décès, et que vingt-quatre heures après le décès, hors les cas prévus par les règlements de police.

(Par extension les certificats médicaux destinés à l'officier de l'Etat civil pour l'établissement des actes de décès sont exempts du timbre).

Décision de l'Enregistrement du 17 novembre 1864

(Disparue dans un incendie pendant la commune)

Loi du 11 juillet 1868 (art. 19).

Un règlement d'administration publique déterminera d'après les bases posées dans la présente loi, les conditions spéciales des polices et la forme des assurances ; il désignera les agents de l'Etat, par l'intermédiaire desquels, les assurances pourront être contractées.

Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi seront délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.

Loi du 23 décembre 1874

Cette loi, plus connue sous le nom de son instigateur, le D^r Roussel, se trouve conçue tout entière dans son article 1.

« Tout enfant âgé de moins de 2 ans, qui est placé moyennant salaire en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses parents, devient par ce fait l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa santé ».

L'article 8 de cette loi fait mention des pièces à fournir par toute personne désireuse d'obtenir un nourrisson ou un enfant :

« Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage, ou en garde, est tenue de se munir préalablement, des certificats exigés par les règlements, pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde. Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu, est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant est vivant et constatant qu'il est âgé de 7 mois révolus, ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par un règlement d'administration publique (en date du 27 février 1877).

Instruction de l'enregistrement (n° 2745, § 1)

La loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge et en particulier des nourrissons, a édicté un ensemble de dispositions, qui ont été complétées par le règlement d'Administration publique du 27 février 1877.

Aux termes de l'article 27 de ce règlement « toute femme qui veut prendre chez elle, un enfant en nourrice, doit préalablement obtenir un certificat du maire de la commune et un certificat médical ». D'après l'article 29 « le certificat médical est délivré par le médecin inspecteur, ou à défaut de médecin inspecteur, habitant la commune où réside la nourrice, par un docteur en médecine ou par un officier de santé; il peut également être délivré dans la commune où la nourrice vient prendre l'enfant; il est dûment légalisé et visé par le maire; il doit attester : 1° que la nourrice remplit les conditions désirables pour élever un nourrisson; 2° qu'elle n'a ni infirmités ni maladies contagieuses, qu'elle est vaccinée ».

Le ministre de l'Intérieur a posé la question de savoir, si

les certificats délivrés par les médecins dans les conditions qui précèdent pour constater l'aptitude physique des nourrices, sont passibles du timbre.

Le ministre des Finances s'est prononcé dans le sens de la négative, par une décision du 9 mai 1885, motivée sur ce que *les certificats de l'espèce rentrent dans la catégorie des actes de « Police générale » et doivent dès lors être considérés comme exempts du droit et de la formalité du timbre*, en vertu de l'article 16 de la loi du 13 brumaire an VII.

Décisions des Ministres des Finances et de l'Agriculture du 31 janvier 1877

Mon attention a été appelée sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les médecins fussent autorisés à délivrer sur papier libre et sans frais, les certificats de vaccine demandés par les parents qui désirent obtenir le livret exigé par la loi du 19 mai 1874, pour faire admettre leurs enfants dans les ateliers et fabriques. J'ai soumis à M. le ministre des Finances cette question, dont la solution rentre dans ses attributions.

Mon collègue rappelle dans la lettre qu'il vient de m'adresser à ce sujet, que la loi du 19 mai 1874 ne contient aucune disposition qui exempte ces certificats de l'impôt du timbre, auquel ils sont assujettis par application de l'article 12 de la loi du 13 brumaire an VII. Il ne lui est pas possible de créer par voie d'instruction ministérielle, une exemption que n'a pas prévu la législation.

Toutefois M. le ministre ajoute que les certificats d'indigence, étant compris parmi les actes et documents exemptés du droit et de la formalité du timbre, en vertu de l'article 16 de la loi du 13 brumaire an VII sur le timbre, un de ses prédécesseurs a décidé le 12 août 1872 qu'il n'y avait pas lieu de soumettre au timbre les certificats de vaccine mentionnant l'indigence des individus auxquels ils sont délivrés. En

conséquence, les certificats de vaccine nécessaires pour l'admission des enfants mineurs dans les ateliers ou fabriques *pourront être rédigés sur papier non timbré à la condition de mentionner l'indigence des parents auxquels ils sont délivrés.*

Décision du ministre des Finances du 23 janvier 1883

Aux termes de l'article 10, de la loi du 28 mars 1882, sur l'enseignement primaire obligatoire, lorsqu'un enfant manque momentanément à l'école, les parents, ou les personnes responsables, doivent faire connaître au directeur ou à la directrice, les motifs de son absence. Un relevé des absences, avec l'indication des motifs invoqués, est adressé à la fin de chaque mois au maire et à l'inspecteur primaire. Ces motifs sont soumis à la Commission scolaire ; la maladie de l'enfant, est au nombre de ceux, que la loi répute légitimes.

Le ministre de l'Instruction publique a posé la question de savoir si les certificats délivrés par les médecins, pour justifier, conformément aux prescriptions, de la loi du 28 mars 1882 l'absence de l'école des enfants malades sont passibles du timbre.

Il a été décidé par le ministre des Finances, le 23 janvier 1883 que les certificats de l'espèce, et les autres pièces à produire pour l'exécution de la loi précitée, qui touche à un intérêt public de premier ordre, *rentrent dans la catégorie des actes exemptés du timbre par l'article 16 de la loi du 13 brumaire an VII.* Seulement il est nécessaire, que ces documents contiennent une mention indiquant leur destination (Instr. adm. Enregistr., n° 2679-5).

Décision du ministre des Finances du 23 avril 1889

Un arrêté du ministre de l'Instruction publique en date du 29 décembre 1888, a prescrit sur la demande de l'Académie

de médecine, la revaccination des élèves des écoles primaires publiques, âgés de plus de 10 ans.

Le ministre des Finances a reconnu par une décision du 23 avril 1889 que les certificats délivrés par les médecins à l'effet de constater la revaccination des élèves doivent être *dispensés du timbre, comme se rattachant à l'exécution d'une mesure de police générale*, à la condition toutefois qu'il y soit fait mention de leur destination. (Instr. adm. Enregistr. n° 2794-19).

Loi du 2 novembre 1892 (art. 2)

Aucun enfant âgé de moins de 13 ans, ne pourra être admis au travail dans les établissements industriels, s'il n'est muni d'un certificat d'aptitude physique, délivré à titre gratuit par l'un des médecins chargés de la surveillance du premier âge, ou l'un des médecins inspecteurs des écoles, ou tout autre médecin chargé d'un service public désigné par le préfet. Les inspecteurs du travail pourront toujours requérir un examen médical, de tous les enfants au-dessous de 16 ans, déjà admis dans les établissements sus-visés, à l'effet de constater, si le travail dont ils sont chargés excède leurs forces. Dans ce cas, les inspecteurs auront le droit d'exiger leur renvoi de l'établissement, sur l'avis conforme de l'un des médecins désignés et après examen contradictoire, si les parents le réclament.

Loi du 12 juin 1893 (art. 11)

Tout accident ayant causé une blessure à un ou plusieurs ouvriers, dans un établissement industriel sera l'objet d'une déclaration par le chef de l'entreprise.

Cette déclaration contiendra le nom et l'adresse des témoins de l'accident. Elle sera faite dans les quarante-huit

heures, au maire de la commune qui en dressera procès-verbal. A cette déclaration sera joint, produit par le patron, un *certificat* du médecin, indiquant l'état du blessé, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat.....

Cette pièce rédigée dans un intérêt d'ordre public *bénéficie de l'immunité d'impôt, accordée par l'article 16, n° 1, dernier alinéa de la loi du 13 brumaire an VII* (Solution de l'Enregistrement du 27 septembre 1874).

Loi du 15 juillet 1893 (art. 32)

Les certificats et autres actes, faits en vertu de la présente loi et exclusivement relatifs au service de l'assistance médicale, *sont dispensés du timbre et enregistrés gratis* lorsqu'il y a lieu, à la formalité de l'enregistrement, sans préjudice du bénéfice de la loi du 22 janvier 1851, sur l'assistance judiciaire.

Décision de l'administration du 28 mars 1894

Les certificats médicaux délivrés par des médecins attachés aux compagnies d'assurances, pour examen des assurés, *sont exempts de droits, comme documents d'ordre intérieur, présentant le caractère de simple rapport, adressé à une compagnie d'assurance par ses propres agents*. Les conclusions de ce rapport, ne sont d'ailleurs pas opposables aux assurés qui conservent le droit d'en contester les dires et d'en provoquer une expertise contradictoire.

Loi du 25 juin 1914 (art. 13, 14, 26 et 27)

(Sur les caisses de secours des ouvriers mineurs)

Art. 13. — Les contestations sur la formation des listes et sur la validité des opérations électorales, sont portées dans

le délai de quinze jours, à dater de l'élection devant le juge de paix de la commune où les opérations ont eu lieu ; elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

Le juge de paix statue dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure, et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance, à toutes les parties intéressées. La décision du juge de paix, est en dernier ressort mais elle peut être déférée à la Cour de cassation.

Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il n'est pas suspensif. Il est formé par simple requête, déposée au greffe de la justice de paix, dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la Cour, et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix, au greffier de la Cour de cassation. La Chambre des requêtes statue définitivement sur le pourvoi.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Art. 14. — Les statuts sont dressés par le premier Conseil Ils sont soumis par l'intermédiaire du préfet, à l'approbation du ministre des Travaux publics.

Après l'approbation, ils sont notifiés à l'exploitant. La décision du ministre peut être déférée au Conseil d'Etat, au contentieux.

Le recours est dispensé des droits de timbre et d'enregistrement et peut être formé sans ministère d'avocat.

Toute modification aux statuts comporte une nouvelle approbation ministérielle. Les statuts sont affichés en permanence par les soins de l'exploitant aux lieux habituels des avis donnés aux ouvriers. Un exemplaire en est remis par l'exploitant, contre récépissé à chaque ouvrier ou employé lors de l'embauchage.

Art. 26. — La commission arbitrale prévue par l'article 24 sera composée de 7 membres permanents nommés :

.
La procédure se fera sans frais d'aucune sorte ; *tous actes, documents et pièces quelconques à produire, seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.*

Art. 27. — Pour les différents qui naîtraient de l'exécution de la présente loi, et qui seraient déférés aux tribunaux civils, il sera statué comme en matière sommaire, et jugé d'urgence. Les intéressés bénéficieront de l'assistance judiciaire.

Tous actes, documents et pièces quelconques à produire seront dispensés du timbre et enregistrés gratis.

Les intéressés agissant en nom collectif, seront représentés par un mandataire nommé par eux, à la majorité des voix, sans préjudice pour chacun d'eux du droit d'intervention individuelle.

Décision du ministre des Finances du 27 octobre 1896

La question s'est posée de savoir, si les certificats délivrés par les médecins des hôpitaux, aux malades qu'ils ont soignés sont passibles du timbre au moment même de leur délivrance et si les médecins qui les établissent sur papier non timbré, encourent l'amende édictée par l'article 22 de la loi du 2 juillet 1862.

Le ministre saisi de la question l'a tranchée dans le sens de la négative, par une décision du 27 octobre 1896.

Les certificats de l'espèce peuvent donc être rédigés sur papier non timbré sans contravention ; ils ne deviennent passibles du timbre, que s'il en est fait l'usage prévu par les articles 24 et 30 de la loi du 13 brumaire an VII. Les agents auront soin de se conformer aux instructions qui précèdent. (Instruction 2915).

Loi du 29 mars 1897 (article 4)

Sont exemptés du droit et de la formalité du timbre les certificats de maladie délivrés par les « médecins non assermentés » quand ces documents concernent des agents accomplissant un service actif de l'Etat.

(Ceux délivrés par des « médecins assermentés » sont exempts du timbre quelle que soit la catégorie à laquelle appartiennent les fonctionnaires et agents de l'Etat. Instruction administrative enregistrée n° 2.924, indice 1^{er}, 14 avril 1897).

On désigne par agents accomplissant un service actif de l'Etat ceux dont les noms suivent :

Douanes

Capitaine de brigade ; Lieutenants d'embarcation ; Lieutenants de 1^{re} classe ; Lieutenants de 2^e classe ; Lieutenants de 3^e classe ; Brigadiers à cheval et à pied ; Sous-brigadiers à cheval et à pied ; Cavaliers et préposés d'ordonnance ; Préposés ; Matelots ; Mousses ; Préposés gardes-magasins ; Préposés concierges ; Préposés emballeurs ; Préposés peseurs et plombes.

Contributions

Service général. — Inspecteurs ; Sous-inspecteurs ; Contrôleurs de ville ; Contrôleurs receveurs à cheval et à pied ; Receveurs ambulants à cheval et à pied ; Commis aux exercices.

Navigation. — Commis adjoints à pied ; Commis à pied ;

Garantie. — Contrôleurs ; Sous-contrôleurs ; Commis aux exercices.

Culture des tabacs. — Inspecteurs ; Sous-inspecteurs ; Contrôleurs ; Commis.

Octrois. — Préposés en chef.

Forêts de l'Etat

Gardes généraux ; Adjoints ; Gardes à cheval ; Brigadiers ; Gardes à pied ; Gardes forestiers ; Cantonniers.

Postes

Courriers ; Postulants-courriers ; Facteurs de la ville ; Brigadiers ; Sous-brigadiers facteurs ruraux ; Facteurs ruraux ; Facteurs locaux ; Chargeurs de malles.

Il faut y ajouter les fonctionnaires de l'enseignement primaire suivants :

Inspecteurs de l'enseignement primaire ; Directeurs et Directrices ; Maîtres adjoints et Maîtresses adjointes des écoles communales primaires. Instituteurs communaux et Institutrices communales titulaires ou adjoints ; Directrice des salles d'asiles communales.

Loi du 1^{er} avril 1898 (Art. 19)

(Relative aux sociétés de secours mutuels)

Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

. ,

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 (concernant les assurances, en cas de décès, ou d'accidents résultant de travaux agricoles et industriels) et 24 de la loi du 20 juillet 1886 (relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse) les certificats, actes de notoriété et autres pièces, exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées, et de la présente loi seront *délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement.*

Loi du 9 avril 1898 (art. 29)

(Concernant les reponsabilités des accidents dont les ouvriers
sont victimes dans leur travail)

Les procès-verbaux, *certificats*, actes de notoriété, significations, jugements et autres actes, faits ou rendus, en vertu et pour l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement, *visés pour timbre et enregistrés gratis*, lorsqu'il y a lieu, à la formalité de l'enregistrement (Instruction adm. enregist., n^{os} 2988 et 3013).

Loi du 10 juillet 1901 (art. 14)

(Concernant l'assistance judiciaire)

L'assisté est dispensé provisoirement du paiement des sommes dues au trésor, pour droits de timbre, d'enregistrement et de greffe ainsi que de toute consignation d'amende.

Il est aussi dispensé provisoirement, du paiement des sommes dues aux greffiers, aux officiers ministériels et aux avocats pour droits, émoluments et honoraires.

Les actes de la procédure, faite à la requête de l'assisté, sont visés pour timbre et enregistrés en débet.

Le visa pour timbre est donné sur l'original, au moment de son enregistrement.

Les actes et titres produits par l'assisté pour justifier de ses droits et qualités, sont pareillement *visés pour timbre et enregistrés en débet....*

(Instruction, adm. enreg. du 7 août 1901, n^{os} 3 à 60).

Loi du 14 juillet 1905 (art. 36 et 38)

(Relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes
et aux incurables privés de ressources)

Art. 36. — Les décisions du conseil de préfecture, peuvent être attaquées devant le conseil d'Etat.

Le pourvoi est jugé sans frais, et dispensé du timbre et du ministère d'avocat.

Art. 38. — Les *certificats*... et autres actes faits en vertu de la présente loi et ayant exclusivement pour objet le service de l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables sont *dispensés du timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement*. — (Instr. adm. enregistr. n° 3172).

Loi du 5 avril 1910 (art. 22)

(Concernant l'exécution de la loi
sur les retraites ouvrières et paysannes)

Les *certificats*, actes de notoriété et toutes autres pièces, exclusivement relatives, à l'exécution de la présente loi sont *délivrés gratuitement et dispensés de timbre et d'enregistrement*.

Loi du 14 juillet 1913 (art. 6 et 10)

(Sur l'assistance aux familles nombreuses)

Art. 6. — Les contestations relatives au domicile de secours sont jugées par le conseil de préfecture du département, ou réside le chef de famille. Les décisions des conseils de préfecture peuvent être attaquées devant le Conseil d'Etat. Le pourvoi est jugé sans frais, et dispensé du timbre et de ministère d'avocat.

Art. 10. — Les *certificats*... et autres actes faits en vertu de la présente loi et ayant exclusivement pour objet le service de l'assistance aux familles nombreuses et nécessiteuses sont *dispensés du timbre et enregistrés gratis lorsqu'il y a lieu, à la formalité de l'enregistrement*. (Instr. adm. enregistr. n° 3392).

Loi du 7 août 1913 (art. 48)

(Sur le recrutement de l'armée)

Cette loi qui modifiait la loi du 21 mars 1905 a été, à son tour, modifiée récemment par la loi du 1^{er} avril 1923, dont l'article 17 correspond à l'ancien article 22 de la loi de 1905.

ARTICLE 48 DE LA LOI DU 7 AOÛT 1913. — Les actes faits en exécution de l'article 28 de la loi du 21 mars 1905 sont *visés pour timbres et enregistrés gratis*. Il en est de même de tous actes, de quelque nature qu'ils soient, faits pour l'exécution de l'article 22.

ARTICLE 17 DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1923 (ancien article 22 de la loi de 1905). — Une commission médicale composée de 3 médecins militaires, dont un médecin de réserve, ne résidant pas dans l'arrondissement, est chargée avant la séance publique du Conseil de révision, de l'examen préalable des jeunes gens qui en font la demande, qu'ils soient inscrits sur les tableaux de recensement, ou qu'ils soient ajournés des classes précédentes.

La commission examine chacun d'eux séparément, après avoir pris connaissance des dossiers et renseignements sanitaires le concernant, et noté son aptitude, ou son inaptitude, aux diverses armes et services de l'armée, conformément à ses caractéristiques morphologiques et à ses dispositions professionnelles.

Elle peut demander au Conseil de révision que les sujets douteux soient soumis à une expertise médicale et renvoyés, pour cet examen, devant les médecins spécialistes militaires ou civils, agréés par le Ministre, ou qu'ils soient mis en observation dans un hôpital, sans attendre l'incorporation.

Les jeunes gens qui ne se rendent pas à la convocation, s'ils ne s'y font pas représenter, ou s'ils n'ont pas obtenu un délai, sont présentés au Conseil de révision comme présumés « bons pour le service armé ». La composition de la

Commission médicale et son fonctionnement, seront fixés par une instruction générale du Ministre de la guerre.

Loi du 27 juillet 1917 (art. 31)

Tous actes ou pièces ayant exclusivement pour objet la protection des pupilles de la nation, sont dispensés du timbre. Ils sont enregistrés gratis, s'ils doivent être soumis à cette formalité.

Ils ne peuvent donner lieu à d'autres frais qu'à une rémunération aux divers greffiers. Le chiffre de cette rémunération sera fixé par décret.

Loi du 31 mars 1919 (art. 64)

L'Etat doit à tous les militaires et marins bénéficiaires de la présente loi, leur vie durant, les soins médicaux chirurgicaux et pharmaceutiques nécessités par la blessure, ou la maladie contractée ou aggravée en service, qui a motivé leur réforme.

Les ayant droits seront sur leur demande inscrits de plein droit, sur des listes spéciales établies chaque année, à leur domicile de secours sous le titre « soins médicaux aux victimes de la guerre ».

Cette inscription leur donnera le droit à la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques. Mais exclusivement pour les accidents ou complications résultant de la blessure qui aura donné lieu à la pension.

Les bénéficiaires de la présente loi auront droit au libre choix du médecin et du pharmacien.

Les frais des soins médicaux seront supportés par l'Etat.
..... Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent article, pour tout ce qui intéresse les

rapports de l'Etat, avec les sociétés. (Sociétés de secours mutuels, de secours des ouvriers-mineurs, de secours des syndicats professionnels, pouvant donner les soins médicaux chirurgicaux et pharmaceutiques).

Il fixera notamment, les conditions dans lesquelles sera notifiée aux sociétés, la nature des blessures ou des maladies, qui ont motivé la réforme de leurs membres participants, bénéficiaires de la présente loi, ainsi que les conditions dans lesquelles devront être établis, les certificats médicaux produits par les sociétés, à l'appui de leur demande de remboursement, et les conditions dans lesquelles les sociétés de secours mutuels, les sociétés de secours des ouvriers mineurs et les caisses de secours des syndicats professionnels, seront indemnisées de tout ou partie du supplément de dépense, qu'entraînera l'application du présent article.

Instruction du 20 avril 1919 n° 13586

La question s'est posée de savoir si les immunités édictées par la loi du 15 juillet 1893 en matière d'assistance médicale, gratuite (Instr. génér., n° 2865) et par la loi du 14 juillet 1905 en matière d'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables (Instr. génér., n° 3172) ne sont pas applicables aux diverses pièces établies pour l'exécution de l'article 64 de la loi du 31 mars 1919, qui accorde aux militaires et marins pensionnés de guerre, le droit aux soins médicaux chirurgicaux et pharmaceutiques nécessités par leur blessure, ou leur maladie. Malgré le silence de l'article 64 à cet égard, il a paru *possible d'admettre cette extension*.

En effet dans les lois de 1893 et de 1905 le législateur a posé le principe de l'assistance obligatoire, au profit d'une certaine catégorie de citoyens; à ceux qui sont privés de ressources, l'Etat, le département ou la commune, doivent soins et secours. En établissant un droit analogue en faveur

des victimes de la guerre, l'article 64 de la loi du 31 mars 1919 s'est borné en définitive, à élargir les cadres des deux lois précédentes et à créer une nouvelle catégorie d'ayant droit à l'assistance. Celle-ci se distinguera des autres, en ce que les ressources personnelles des intéressés, ne sont pas prises en considération et en ce que l'Etat est seul chargé de faire face aux dépenses. Mais sous cette réserve, il y a lieu de considérer, qu'on se trouve en présence d'une simple extension du service d'assistance obligatoire, créé antérieurement. Il en résulte que les immunités fiscales, concédées par l'article 32 de la loi du 15 juillet 1893 et par l'article 38 de la loi du 14 juillet 1905 s'appliquent de plein droit au nouveau service.

Sont donc, d'une manière générale, *dispensés du timbre, les certificats*, mémoires et états de frais relatifs à des dépenses imputables sur les crédits de l'assistance médicale gratuite aux pensionnés de guerre.

Les mêmes pièces, si l'enregistrement devenait nécessaire, recevraient la formalité gratuitement.

Lois du 13 brumaire (Voir au début) et du 22 frimaire an VII (art. 13)

Sont exempts de la formalité de l'enregistrement.

Art. 13. — Les certificats... tant pour le service de terre que pour le service de mer, et tous autres actes de l'une et l'autre administration, non compris dans les articles précédents.

Loi du 18 juin 1850

(Qui crée sous la garantie de l'Etat, une caisse de retraite ou rentes viagères, pour la vieillesse) (Inst. adm. enregist. n° 1880)

Art. 11. — Les *certificats*, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente

loi, seront délivrés gratuitement et *dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.*

Loi du 20 juillet 1886

(Relative à la caisse nationale des retraites pour la vieillesse)

(Inst. adm. enregist. n° 2732)

Art. 24. — Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution de la présente loi, seront *délivrés gratuitement et dispensés des droits de timbre et d'enregistrement.*

Loi du 24 juillet 1889

(Sur la protection des enfants maltraités
ou moralement abandonnés)

Art. 17. — Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils, ont accepté la charge de mineurs de seize ans, que des pères, mères ou tuteurs autorisés par le Conseil de famille, leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs, peut, à la requête des parties intéressées, agissant conjointement, décider qu'il y a lieu dans l'intérêt de l'enfant de déléguer à l'assistance publique, les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents, et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement, ou aux particuliers gardiens de l'enfant.

Si des parents ayant conservé le droit de consentement au mariage d'un de leurs enfants, refusent de consentir au mariage, en vertu de l'article 148 du Code civil, l'assistance publique peut les faire citer devant le tribunal, qui donne ou refuse le consentement, les parents entendus ou dûment appelés dans la Chambre du Conseil.

.

Art. 21. — Dans les cas visés par l'article 17 et l'article 19 les père, mère ou tuteur qui veulent obtenir que l'enfant leur soit rendu, s'adressent au tribunal de la résidence de l'enfant, par voie de requête visée pour timbre et enregistrée gratis.

Après avoir appelé celui auquel l'enfant a été confié, et le représentant de l'assistance publique, ainsi que toute personne qu'il juge utile, le tribunal procède à l'examen de l'affaire en Chambre du Conseil, le ministère public entendu.

Le jugement est prononcé en audience publique. Si le tribunal juge qu'il n'y a pas lieu de rendre l'enfant aux père, mère ou tuteur, il peut sur la réquisition du ministère public, prononcer la déchéance de la puissance paternelle, ou maintenir à l'établissement, ou au particulier gardien, les droits qui lui ont été conférés en vertu des articles 17 ou 20. En cas de remise de l'enfant, il fixe l'indemnité due à celui qui en a eu la charge, ou déclare qu'à raison de l'indigence des parents il ne sera alloué aucune indemnité.

La demande qui a été rejetée ne peut plus être renouvelée que trois ans après le jour où la décision de rejet est devenue irrévocable.

Art. 23. — Le préfet du département de la résidence de l'enfant confié à un particulier ou à une association de bienfaisance, dans les conditions de la présente loi, peut toujours se pourvoir devant le tribunal civil de cette résidence, afin d'obtenir dans l'intérêt de l'enfant, que le particulier ou l'association soit dessaisi de tout droit sur ce dernier, et qu'il soit confié à l'assistance publique.

La requête du préfet est visée pour timbre et enregistrée gratis.

Le tribunal statue, les parents entendus ou dûment appelés. La décision du tribunal peut être frappée d'appel, soit par le préfet, soit par l'association ou le particulier intéressé, soit par les parents.

Loi du 27 juin 1904

(Sur le service des enfants assistés)

Art. 54. — Les *certificats*... et autres actes, faits en vertu de la présente loi et des lois du 24 juillet 1889 et du 19 avril 1898 et exclusivement relatifs au service des enfants assistés *sont dispensés du timbre et enregistrés gratis, lorsqu'il y a lieu, à la formalité de l'enregistrement* sans préjudice du bénéfice de la loi du 10 juillet 1901 sur l'assistance judiciaire.

Loi du 28 juin 1904

(Relative à l'éducation des pupilles de l'assistance publique difficiles ou vicieux)

Art. 2. — Lorsqu'un pupille de l'assistance, par des actes d'immoralité, de violence ou de cruauté, donne des sujets de mécontentement très graves, le tribunal civil peut, sur le rapport de l'inspecteur des enfants assistés et sur la demande du préfet, dans les départements, ou du directeur de l'assistance publique de Paris dans la Seine décider sans frais, qu'il sera confié à l'administration pénitentiaire.....

Loi du 21 avril 1898 (art. 27)

(Ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession).

Art. 27. — Les actes de l'état-civil, les certificats de notoriété et autres pièces relatives à l'exécution de la présente loi, sont délivrés gratuitement par les maires ou par les syndics des gens de mer et *dispensés des droits de timbre et de l'enregistrement*.

Loi du 29 décembre 1905 (art. 26 même texte)

(Extension aux certificats médicaux. Instr. adm. enregistr. n° 2947)

CHAPITRE IV

CLASSIFICATION BASÉE SUR LA DESTINATION DES CERTIFICATS

Nous distinguons deux grands groupes qui se subdivisent en catégories contenant, elles-mêmes, les différentes variétés de certificats exemptés du droit de timbre.

A) *Les certificats pour l'application des lois sociales d'assistance ;*

B) *Les certificats destinés aux administrations.*

A) Certificats pour l'application des lois sociales d'assistance	a) Assistance aux enfants	- Protection du 1^{er} âge. - Pupilles de la Nation. - Enfants assistés, maltraités, abandonnés.
	b) Assistance médicale Hôpitaux Hospices	- Certificats d'aliénés à l'intérieur des asiles. - Assistance médicale gratuite. - Certificats des médecins des hôpitaux. - Assistance aux vieillards infirmes.
	c) Assistance aux Travailleurs	- Sécurité des travailleurs. - Accidents résultant des travaux agricoles et industriels. - Aptitude physique des enfants au travail. - Loi de 1898 sur les accidents de travail. - Caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession.
	d) Assistan-ces diverses	- Caisse de secours et retraites des ouvriers mineurs. - Sociétés de Secours mutuels. - Retraites ouvrières et paysannes. - Assistance aux familles nombreuses. - Mutilés. - Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

B) Les certificats destinés aux administrateurs	1°) Administration de l'Etat	a) Etat-civil	Certificats de naissance. Constatations de décès.
		b) Fonctionnaires.	
		c) Service militaire	Congés, saisons aux eaux thermales. Maladies de réservistes appelés pour une période d'instruction. Recrutement de l'armée. Engagements volontaires.
		d) Tribunaux Police Police générale	Certificats sur réquisitions. Certificats sur demande de particuliers, munis de réquisitions. Témoins cités dans une instance criminelle. Assistance judiciaire. Absence ou réintégration des enfants de l'école primaire. Vaccination et revaccinations légales ou généralement prescrites. Consommateurs privilégiés.
		2°) Administrations privées	a') Compagnies d'assurances.
			b') Certificats divers.

Pour compléter cette seconde classification, nous avons (en respectant l'ordre des catégories du tableau ci-dessus) reproduit l'énoncé des différentes variétés de certificats, identiquement à la liste de la première classification.

En regard de chaque énoncé, se trouve un *numéro* qui a son correspondant dans l'autre liste et permet

une orientation rapide dans la recherche des références légales, au chapitre III. Chaque fois que cela nous a semblé nécessaire, nous avons fait quelques commentaires et donné quelques renseignements complémentaires.

A) Certificats pour l'application des lois sociales d'assistance

a) ASSISTANCE AUX ENFANTS

7. *Certificats délivrés conformément à la loi du 23 décembre 1874, relative à la protection des enfants du premier âge et certificats d'aptitude des nourrices.*

La loi du 23 décembre 1874 a édicté un ensemble de dispositions, ayant pour but de protéger la vie et la santé des enfants âgés de moins de 2 ans, placés moyennant salaire en nourrice, en sevrage ou en garde. Ces dispositions ont été complétées par le règlement d'administration publique du 27 février 1877, concernant l'aptitude des nourrices.

32. *Certificats ayant exclusivement pour objet la protection des pupilles de la nation.*

36. *Certificats relatifs au service des enfants assistés, maltraités ou moralement abandonnés.*

(Pour les certificats pour absence ou réintégration à l'école primaire, et vaccination des enfants mineurs admis dans les ateliers et fabriques v. « police générale ». Pour les certificats d'aptitude physique dans les établissements industriels voir « travail ».)

b) ASSISTANCE MÉDICALE, HÔPITAUX, HOSPICES

16. *Certificats sur l'état d'un aliéné, à condition que le certificat ait un caractère purement administratif et ne doive servir que dans l'intérieur d'un asile.*

19. *Certificats relatifs au service de l'assistance médicale gratuite.*

Par exemple : certificats d'admission dans les hôpitaux.

22. *Certificats délivrés par les médecins des hôpitaux aux malades qu'ils ont soignés.*

Par exemple : certificat délivré à un malade sortant, afin de lui permettre d'obtenir une convalescence payée, d'une administration au service de laquelle il est employé.

Par exception à cette mesure d'ordre général et, contrairement à un usage très répandu, les certificats attestant qu'une femme est enceinte de sept mois, pour lui permettre de toucher un secours de grossesse ne sont pas exonérés de droits. Une réponse faite par le ministre des Finances dans le *Journal officiel* du 10 août 1913 à une question posée par M. Raoul Péret, député, ne laisse subsister aucun doute à cet égard. Les lois des 17 juin et 30 juillet 1913, le décret du 17 décembre 1913 et la loi plus récente du 2 décembre 1917 sont muettes à ce sujet. En raison de l'étrangeté du fait puisque l'assistance aux femmes enceintes est d'un intérêt social de pre-

mier plan, nous citons le texte même de la réponse du ministre : « Il est exact que la loi du 17 juin 1913 ne contient aucune disposition exonérant du timbre et admettant à l'enregistrement gratis les certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes ayant exclusivement pour objet le service de l'assistance aux femmes en couches.

Ces actes et contrats rentrent donc actuellement sous l'empire du droit commun et, à défaut d'un texte spécial, on ne peut que les soumettre, suivant les règles ordinaires, à l'impôt du timbre et aux droits d'enregistrement qui leurs sont propres ».

Il est désirable que dans un avenir proche, soit voté un nouveau projet de loi contenant des dispositions fiscales contraires aux mesures en vigueur actuellement.

D'autre part, il faut noter que les certificats délivrés par les médecins aux malades qu'ils ont soignés, deviendraient passibles de l'impôt au cas où il en serait fait usage, en justice ou par acte public. Les médecins feront donc prudemment d'indiquer la destination de tout certificat délivré sur papier non timbré. Un médecin n'est pas en effet passible d'amende lorsqu'un certificat non timbré délivré administrativement et avec mention de la destination est plus tard produit en justice.

28. *Certificats ayant exclusivement pour objet le service de l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources.*

Par exemple : les certificats médicaux établis pour

être joints aux demandes d'admission dans les hospices.

c) ASSISTANCE AUX TRAVAILLEURS

12. *Certificats rédigés en exécution de la loi du 12 juin 1893 sur la sécurité des travailleurs.*

Cette loi concerne les ouvriers des établissements industriels.

17. *Certificats relatifs à la loi du 11 juillet 1868 portant création de deux caisses d'assurances : l'une en cas de décès et l'autre en cas d'accidents, résultants des travaux agricoles et industriels.*

18. *Certificats d'aptitude pour le travail des enfants dans les établissements industriels.*

Obligatoires pour l'admission des enfants de moins de treize ans (et, pour ceux de moins de seize ans déjà admis, sur réquisition des inspecteurs du travail) exemptés du droit de timbre, s'ils sont délivrés par les médecins des enfants du premier âge, les médecins inspecteurs des écoles et tous ceux chargés d'un service public désignés par le préfet.

27. *Certificats de maladies, de guérison ou d'infirmité et tous certificats faits en vertu et pour l'exécution de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents de travail.*

Cette loi est analogue à la loi sur la sécurité des travailleurs qu'elle complète.

37. *Certificats relatifs à l'exécution des lois du 21 avril 1898 et du 29 décembre 1905, ayant pour*

objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français contre les risques et accidents de leur profession.

d) ASSISTANCES DIVERSES

21. *Certificats relatifs aux procédures visées par les articles 13, 14, 26 et 27 de la loi du 29 juin 1894 sur les caisses de secours et de retraites des ouvriers mineurs.*

25. *Certificats délivrés aux membres participants des sociétés de secours mutuels régulièrement approuvées.*

On entend par société de secours mutuels régulièrement approuvées, celles qui (régulièrement constituées en vertu de la loi de 1898) ont été approuvées par le ministre du Travail, après dépôt des statuts.

29. *Certificats concernant l'exécution des retraites ouvrières et paysannes.*

30. *Certificats ayant pour objet le service de l'assistance aux familles nombreuses.*

35. *Certificats délivrés aux mutilés.*

Ces certificats sont exonérés du droit de timbre, lorsqu'ils se rapportent à la blessure ou à la maladie survenue ou aggravée pendant la guerre et pour laquelle ils sont pensionnés de l'Etat.

N.-B. — Les certificats médicaux délivrés aux femmes enceintes, en vue d'obtenir un secours, sont soumis aux droits (Voir : assistance médicale, hôpitaux, hospices).

Les certificats médicaux qui, aux termes du paragraphe 3 de l'article 24, titre III du décret du 15 mars 1924, doivent être joints au dossier des étudiants désireux de bénéficier du prêt d'honneur, ne sont pas, en raison du silence du décret au point de vue fiscal, exonérés de droits de timbre, malgré le caractère d'assistance du décret.

B) Certificats destinés aux administrations

1° ADMINISTRATION DE L'ÉTAT

a) *Etat-civil*

14. *Certificats de naissance destinés à l'officier de l'état-civil. Ces certificats ne bénéficient de l'immunité d'impôt que dans le seul cas ci-dessus énoncé.*

15. *Certificats de décès pour l'établissement des permis d'inhumer prescrits par l'article 77 du Code civil.*

Le permis d'inhumer ne peut être délivré dans certaines villes et régions, dont Paris et le département de la Seine, qu'après constatation du décès par le médecin de l'état civil, qui le certifie sur un papier non timbré.

b) *Fonctionnaires*

23. *Certificats délivrés aux fonctionnaires par un médecin assermenté.*

La loi du 29 mars 1897 n'est pas restrictive. En

conséquence, le médecin assermenté d'une administration, peut établir tous les certificats destinés aux fonctionnaires de cette administration (même s'ils doivent être produits en justice) à la seule condition qu'ils se rapportent à leur état de fonctionnaire.

24. *Certificats délivrés par des médecins assermentés ou non, quand ces documents concernent des agents accomplissant un service actif de l'Etat.*

On désigne par « agents accomplissant un service actif de l'Etat » ceux désignés dans le tableau annexé sous le n° 2 à la loi du 9 juin 1853 relative aux pensions civiles (soit : les agents des douanes, contributions, forêts de l'Etat et postes) et dans l'article 1^{er} de la loi du 17 août 1876, sur la retraite de divers fonctionnaires de l'enseignement primaire (voir énumération chap. III).

c) Service militaire

4. *Certificats délivrés à un militaire par un médecin civil pour obtenir une prolongation de congé ou une saison aux eaux thermales.*

5. *Certificats pour constater la maladie de réservistes appelés pour une période d'instruction.*

31. *Certificats faits pour l'exécution de l'article 22 de la loi du 21 mars sur le recrutement de l'armée.*

L'article 17 de la dernière loi sur le recrutement de l'armée en date du 1^{er} avril 1923 correspond à

l'ancien article 22 de la loi de 1905. Aux termes de cet article, une commission médicale est chargée d'examiner avant la séance publique du Conseil de révision, les jeunes gens qui en font la demande. Les certificats médicaux établis pour ces jeunes gens et destinés à être produits par eux devant la commission d'examen, sont exonérés de droits de timbre.

34. Certificats pour les engagements volontaires.

d) Tribunaux, Police, Police générale

1. Certificats délivrés par les médecins sur la réquisition des agents de l'autorité administrative ou judiciaire ou de la force armée.

Les agents de l'autorité qui ont le droit de réquisition sont : les préfets, procureurs de la République et leurs substituts, les juges d'instruction, commissaires de police dans les villes de plus de 5.000 habitants, officiers de gendarmerie, juges de paix, maires et leurs adjoints dans les communes où n'existe pas de commissaire de police.

2. Certificats délivrés sur la demande de particuliers lorsque ces particuliers se munissent au préalable d'une réquisition de l'une des autorités chargées de concourir à la répression des crimes et délits.

Ces agents de l'autorité sont : le procureur de la République et ses substituts, les juges d'instruction, commissaires de police, officiers de gendarmerie, juges de paix.

3. *Certificats délivrés aux témoins cités dans une instance criminelle.*

Par exemple : pour excuser une absence.

27. *Certificats délivrés pour la marche de la procédure, dans les affaires d'assistance judiciaire.*

6. *Certificats pour justifier l'absence des enfants de l'école primaire, ou pour obtenir leur réintégration.*

Ces certificats doivent être fournis aux directeurs ou directrices des écoles par les parents des enfants absents.

8. *Certificats de vaccination et de revaccination prescrits par la loi du 15 février 1902.*

La loi de 1902 prescrit la vaccination dans la première année et les revaccinations à 11 et 21 ans et les certificats doivent être fournis dans la onzième année et dans le premier mois de la vingt-deuxième.

9. *Certificats de revaccination prescrits par le ministre de l'Instruction publique.*

Par exemple : Comme mesure générale, d'ordre prophylactique.

10. *Certificats de vaccination pour les enfants mineurs de parents indigents, admis dans les ateliers ou fabriques.*

11. *Certificats de vaccination établis pour être joints au dossier des candidats ou postulants aux concours ou emplois officiels.*

13. *Certificats délivrés aux consommateurs privilégiés.*

Par exemple : aux malades ou enfants pour obtenir

du lait, en cas de réglementation de sa distribution consécutive à sa pénurie.

13 bis. Au moment de mettre sous presse, nous trouvons cités dans une liste récente, publiée par le *Concours Médical*, les *certificats pour le transfert des cadavres*. Il n'existe pour cette variété aucune référence légale spéciale et aucune décision de l'administration. Toutefois, elle peut être considérée comme rentrant dans la catégorie des *actes de police générale* et doit être de ce fait exonérée de droits.

2° ADMINISTRATIONS PRIVÉES

20. *Certificats ou attestations fournies aux compagnies d'assurances par leurs médecins spéciaux, sauf si d'après la police ces certificats constituent un titre opposable à l'assuré.*

Le médecin d'une assurance est assimilé par le fisc à un employé de cette assurance, faisant un rapport de service (sur papier libre par conséquent). Toutefois, si le certificat du médecin constitue un titre opposable à l'assuré, il devient susceptible d'être produit en justice afin de servir la défense des intérêts de la compagnie, ce qui le fait rentrer dans la catégorie des certificats soumis au timbre.

20 bis. *Certificats divers délivrés à des administrations privées par leurs médecins spéciaux.*

Nous désignons là les certificats délivrés à certaines administrations (comme celles des chemins de fer) par leurs médecins spéciaux. Ces certificats sont en tous points assimilés aux précédents par le fisc.

CHAPITRE V

CONCLUSIONS

Nous avons étudié dans quelles conditions un médecin pouvait délivrer un certificat médical sur papier libre.

De nos recherches il résulte que :

1° Les traités classiques les plus récents ne donnent que d'une façon tout à fait incomplète et parfois même erronée, la liste des certificats exempts du droit de timbre.

2° L'intérêt d'une mise au point et d'une classification récente, aussi complète que possible ne saurait être contesté. Les praticiens sont constamment appelés à délivrer les certificats médicaux les plus divers, soit pour des administrations, soit pour des particuliers, qui ne soupçonnent nullement les ennuis auxquels les médecins s'exposent, si par erreur, ils établissent sur papier libre les certificats soumis au timbre.

3° Par ailleurs, l'accroissement constant du droit de timbre, depuis sa création et, tout récemment encore, l'établissement du double-décime, qui porte

à 2 fr. 40 la feuille de papier timbré habituellement utilisée pour les certificats médicaux, d'une part, et, d'autre part, d'une façon générale, les difficultés économiques actuelles, font que l'impôt prélevé par l'Etat sur les certificats médicaux, dans un très grand nombre de cas, n'est pas négligeable.

4° Nous avons recherché et cité dans cette thèse, le plus grand nombre de cas d'exemptions, qu'il nous a été possible de réunir, en éliminant rigoureusement tous ceux pour lesquels le droit d'exemption de timbre n'était pas officiellement établi. Nous avons pu relever 37 *cas d'exemption*, qui ont été contrôlés par les services compétents de l'enregistrement et du timbre ;

5° En raison de l'évolution constante de la vie sociale, qui appelle la création de lois nouvelles, cette liste ne saurait avoir que l'intérêt d'une mise au point. Il serait téméraire, en outre, de prétendre prévoir tous les cas d'exemption. Il importe surtout de se mettre en garde, contre l'idée que la recherche des articles qui déterminent les exemptions du droit de timbre, est chose aisée.

La difficulté est grande, au contraire, en raison du silence de beaucoup de lois, en ce qui concerne leurs modalités d'exécution.

Il en résulte que le ministre des Finances et les services chargés de l'application des lois, sont obligés de suppléer à leurs imperfections et à leurs imprévoyances, en prenant des décisions ou des

solutions, qui s'efforcent de s'inspirer de la volonté du législateur, et de se baser sur des précédents. Néanmoins, la tâche est délicate et la logique n'est pas toujours satisfaite.

6° Bien que toute classification soit quelque peu arbitraire, il nous a paru logique et utile d'adopter les classifications suivantes :

1° Une classification basée sur l'*origine* des exemptions de droits, où nous citons, par ordre chronologique, les lois, décrets ou règlements qui les déterminent et les certificats qui leur correspondent ;

2° Une classification basée sur la *destination* des certificats que nous avons divisés en deux grands groupes :

a) *Ceux destinés à l'application des lois sociales d'assistance.*

b) *Ceux destinés à un usage administratif.*

Dans chacun de ces groupes, rentrent un certain nombre de sous-groupes, contenant eux-mêmes les différents certificats de notre liste.

7° Le principe général qui se dégage de l'étude de ces cas d'exemption du droit de timbre est le suivant :

Lorsqu'un certificat est prescrit par une loi, un règlement, ou même un simple usage, dans un intérêt administratif, il est exempté de droits, comme répondant à une obligation ou à un intérêt public.

Lorsqu'au contraire il est établi sur la demande d'un particulier et dans son intérêt personnel, il est soumis aux droits.

8° Une utile précaution, qu'il serait bon d'étendre à la rédaction de tous les certificats établis sur papier libre, serait de *faire mention de leur destination et de la loi en vertu de laquelle ils sont exonérés des droits.*

Vu : le Doyen
ROGER

Vu : le Président de la thèse,
BALTHAZARD

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris
P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

- Balthazard.* — Précis de Médecine légale.
Brouardel. — Traité de Médecine légale.
Bolliet. — Liste de certificats exempts de timbre (*Avenir Médical*, 1^{er} mai 1911).
Castillon. — Formulaire de l'Enregistrement.
Code civil.
Concours médical, 16 avril 1924.
Courmont. — Précis d'Hygiène.
Dalloz. — Code de l'Enregistrement du timbre,
Dalloz. — Périodique.
Décisions de l'Enregistrement.
Duvoir. — Liste de certificats exempts de timbre.
Jèze. — Traité des Finances.
Journal officiel.
Lacassagne. — Précis de Médecine légale.
Maguéro. — Traité alphabétique des droits d'Enregistrement,
2^e édition.
Mémento du praticien, 1924 (édité par le Concours médical).
Syndicat des Médecins de la Seine (*Bulletin* de 1896).
Thoinot. — Précis de Médecine légale.
Vibert. — Précis de Médecine légale.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
CHAPITRE I. — Introduction. Indication du plan.....	9
CHAPITRE II. — Historique du droit de timbre. Généralités.	16
CHAPITRE III. — Classification basée sur l'origine des exemp- tions.....	20
1° Liste des lois décrets, ou règlements (par ordre chronologique) avec la liste correspondante d'exemp- tions.....	21
2° Enoncé des lois décrets, ou règlements (par ordre chronologique).....	26
CHAPITRE IV. — Classification basée sur la destination des certificats.....	46
A. — Certificats pour l'application des lois sociales d'assistance.....	48
B. — Certificats pour un usage administratif... ..	53
a) Administration de l'Etat.....	53
b) Administrations privées.....	57
CHAPITRE V. — Conclusions.....	58
BIBLIOGRAPHIE.....	62

